

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTE-QUATRIÈME SESSION

*Documents officiels*

Quatrième Commission  
2e séance  
tenue le  
mercredi 22 septembre 1999  
à 10 heures  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 2e SÉANCE

Président : M. ZAKHEOS (Chypre)

SOMMAIRE

ELECTION DU BUREAU

ORGANISATION DES TRAVAUX

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.4/54/SR.2  
15 mars 2000  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : RUSSE

00-25368 (F)

/...

La séance est ouverte à 10 h 10.

ELECTION DU BUREAU

1. M. TAE-YOUNG MOON (République de Corée), M. HRBAC (Slovaquie) et M. BOZAY (Turquie) proposent d'élire M. Semakula Kiwanuka (Ouganda), M. Kazhura (Bélarus) et M. Morales (Espagne) vice-présidents.

2. M. Semakula Kiwanuka (Ouganda), M. Kazhura (Bélarus) et M. Morales (Espagne) sont élus vice-présidents par acclamation.

3. Le PRÉSIDENT informe les membres de la Commission qu'en raison de la continuation des consultations, le Rapporteur sera élu à une séance ultérieure.

ORGANISATION DES TRAVAUX (A/C.4/54/1; A/C.4/54/L.1)

4. Le PRÉSIDENT appelle l'attention des membres de la Commission sur le document A/C.4/54/1 du 20 septembre 1999, contenant une lettre en date du 17 septembre 1999 que lui a adressée le Président de l'Assemblée générale et qui l'informe qu'à sa 3e séance plénière, l'Assemblée a décidé de renvoyer 14 points à la Quatrième Commission pour examen.

5. Conformément à l'usage, la Quatrième Commission commence ses travaux de fond immédiatement après la conclusion du débat général en séance plénière; dans le présent cas, ce sera lundi, 4 octobre. Il est prévu d'achever les travaux au plus tard fin novembre 1999. Il convient de noter à cet égard que l'Assemblée a décidé que la Première Commission, la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) et la Sixième Commission devaient terminer leurs travaux le 19 novembre au plus tard. Ainsi, entre le 4 octobre et le 18 novembre, la Quatrième Commission tiendra-t-elle un maximum de 29 séances, au cours desquelles elle examinera les points de l'ordre du jour qui lui ont été alloués par l'Assemblée.

6. Le Président appelle également l'attention des membres de la Commission sur le document A/C.4/54/L.1 contenant le programme de travail et le calendrier proposés de la Commission, qui ont été établis à la suite de consultations officieuses avec les parties intéressées et qui tiennent compte de la pratique du passé. Il indique les dates limites pour s'inscrire sur la liste des orateurs pour le débat général et l'examen des points 89, 90, 87, 88 et 91, ainsi que pour la présentation de projets de résolution. En ce qui concerne le point 87 (Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace), il propose à la Commission de constituer, comme les années précédentes, un groupe de travail à composition non limitée présidé par l'Inde pour élaborer un projet de résolution.

7. Il en est ainsi décidé.

8. Le PRÉSIDENT invite les délégations à respecter les délais indiqués et à présenter les projets de résolution susceptibles d'avoir des incidences financières le plus tôt possible, afin de permettre au Secrétariat de préparer en temps utile de l'information sur ces incidences. Il faut noter dans ce contexte que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission ont besoin de temps pour examiner les

/...

incidences financières d'un projet de résolution avant que l'Assemblée générale puisse en décider. Le Président espère que les membres de la Commission approuveront le programme de travail et le calendrier proposés.

9. M. ZAKI (Egypte) fait observer que pour la deuxième année consécutive, les questions correspondant aux points 88 et 89 de l'ordre du jour sont examinées non pas successivement, mais séparément. Au cours des consultations, le Secrétariat a expliqué que le problème résultait de difficultés techniques. Il faut espérer que ces difficultés seront surmontées et qu'il sera possible de revenir à la pratique consistant à examiner ces questions successivement.

10. Il faut également noter que cinq séances, ou plus que pour tout autre question, ont été allouées au point relatif aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Il faut espérer que l'on fera preuve de souplesse à cet égard de manière à faire justice à tous les points de l'ordre du jour alloués à la Quatrième Commission.

11. Le PRÉSIDENT dit qu'au cours de ses contacts avec des délégations intéressées, y compris la délégation égyptienne, il a expliqué le problème qui rendait nécessaire la séparation des points 88 et 89. En même temps, il prend note des deux observations du représentant de l'Egypte.

12. M. SOREYO LEGOWO (Indonésie) dit que, à en juger par la documentation disponible, les organisations et les particuliers souhaitant parler sur la question du Timor oriental (point 96 de l'ordre du jour) seront entendus dans le contexte de l'examen de la question en séance plénière de l'Assemblée générale. La semaine précédente, le Bureau a recommandé, sur proposition de la France, que les séances plénières consacrées à la question du Timor oriental aient lieu début décembre. Cependant, les réunions de la Quatrième Commission sont censées prendre fin avant le 19 novembre. M. Soreyo Legowo demande des éclaircissements.

13. M. SATTAR (Secrétaire de la Commission) confirme que les auditions sur la question du Timor oriental, comme toute autre question renvoyée à la Quatrième Commission, devront être achevées avant le 19 novembre. Le résultat des auditions sera reflété dans le rapport de la Commission, sur lequel l'Assemblée basera son examen de la question en séance plénière.

14. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objections, il considérera que la Commission adopte le programme de travail et le calendrier contenus dans le document A/C.4/54/L.1.

15. Il en est ainsi décidé.

16. Le PRÉSIDENT informe les membres de la Commission qu'il entend ouvrir et lever les séances à l'heure. A la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, la Commission a perdu 18 heures parce que les séances ont commencé en retard ou se sont terminées avant l'heure. Les séances de la Commission auront lieu seulement si un nombre suffisant d'orateurs se sont inscrits sur la liste, à plus forte raison que les ressources allouées à une réunion annulée en temps utile pourront être affectées à d'autres réunions. L'Assemblée générale a décidé une nouvelle fois de déroger à la règle relative au quorum de façon à permettre l'ouverture des séances et le commencement du débat. Cela ne suppose

/...

aucun changement permanent en ce qui concerne les articles 67 et 108 du Règlement intérieur.

17. Les délégations doivent soumettre au Secrétariat par écrit les projets de résolution, projets de décision et amendements, ainsi que les noms de leurs auteurs, de manière à en assurer la précision et à éviter tout malentendu possible. Des demandes d'utilisation de salles de conférence pour des réunions de groupe doivent également être présentées par écrit, et cela le plus tôt possible.

18. Le Président appelle l'attention des membres de la Commission sur le fait que le document A/C.4/54/INF.1, qui paraîtra dans quelques jours, énumérera tous les documents destinés à la Commission et qui ont paru avant le 1er octobre 1999. Le document sera mis à jour en tant que de besoin.

La séance est levée à 11 heures.